

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 12 AOÛT 2019**

Par le Service des communications
et des relations publiques

ACTUALITÉ

Programme Agir tôt

3 146 200\$ octroyés dans les Laurentides



KATHLEEN GODMER
kgodmer@lecourant.ca

Le 26 juillet dernier, le ministre Carmant, délégué à la Santé et aux Services sociaux, a annoncé l'octroi d'un montant de plus de 3,1 M\$ dans les Laurentides afin de rehausser les équipes d'intervention auprès des jeunes enfants et d'améliorer les services de dépistage dans la région des Laurentides.

CE QU'IL FAUT RETENIR

C'est dans le cadre de sa tournée aux quatre coins du Québec pour présenter le programme Agir tôt, que le ministre, a fait l'annonce de l'octroi de 3 146 200\$ dans les Laurentides.

Agir tôt est un engagement phare du gouvernement et des investissements de 48 M\$ ont été annoncés dès 2019-2020 pour son déploiement, investissements qui atteindront progressivement 88 M\$ annuellement d'ici 2023-2024.

Le programme vise à identifier le plus tôt possible les difficultés chez l'enfant, à évaluer son profil de développement, à l'orienter vers le bon service

et lui offrir le soutien dont lui et sa famille ont besoin.

CE QU'ELLE A DIT

« Il est prématuré d'indiquer la façon dont sera distribuée la somme allouée pour le déploiement du programme. Le montant sera toutefois entièrement réparti au sein des équipes du CISSS des Laurentides. Nos équipes travaillent actuellement à déterminer la meilleure répartition possible en fonction des besoins identifiés dans chacun des secteurs. » – **Bianca Desrosiers, agente d'information au CISSS des Laurentides**

« Nous savons déjà que nous procéderons à l'embauche de professionnels pour consolider les services dans le secteur d'Antoine-Labelle grâce à cette enveloppe ministérielle, car certains besoins sont plus criants, notamment : en orthophonie, en éducation spécialisée et en physiothérapie. » – **Bianca Desrosiers, agente d'information au CISSS des Laurentides**

« En 2020, une plateforme informatique accessible par le Web sera mise à la disposition des parents et personnes proches de l'enfant pour dépister les retards de développement. Le but étant de réduire les délais d'attente advenant un succès



Yves St-Onge, président-directeur général adjoint du CISSS des Laurentides, Youri Chassin, député de Saint-Jérôme, Lionel Carmant, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Benoît Charette, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Michel Couture, vice-président du conseil d'administration du CISSS des Laurentides (photo : gracieuseté).

dans le recrutement des ressources. » – **Bianca Desrosiers, agente d'information au CISSS des Laurentides**

FAITS SAILLANTS

Le programme Agir tôt repose sur le rehaussement des équipes d'intervention précoce à l'échelle du Québec et sur le déploiement graduel d'une plateforme informatique à laquelle la population aura accès et qui regroupe des questionnaires de dépistage sur le développement de l'enfant 0-5 ans.

Différentes stratégies pour améliorer le dépistage précoce sont également prévues et mettront à contribution les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux et ceux du réseau des services de garde et de l'éducation.

Les familles peuvent aller chercher de l'aide auprès de différents partenaires et avoir accès aux services par diverses portes d'entrée (CPE, infirmières, GMF, optométristes, dentistes, Direction du programme Jeunesse, organismes communautaires). Annuellement, le CISSS reçoit environ 20 références pour la trajectoire diagnostique pour un retard de développement

et environ 85 références pour la trajectoire de services en retard du langage.

En 2018-19, pour les services d'évaluation-intervention pour retard de développement et retard du langage, 17 enfants avec un retard de développement et 108 enfants avec un retard du langage ont bénéficié de l'expertise de l'équipe. Les délais pour accéder à ces services sont passés de 36 à 16 mois au courant des deux dernières années. Pour les services spécifiques en déficience intellectuelle, troubles du spectre de l'autisme et déficience physique (en CLSC), ce sont 81 jeunes qui ont reçu un suivi par l'équipe d'intervenants du CLSC.

Pour les services spécialisés en déficience intellectuelle et troubles du spectre de l'autisme enfants et adultes (anciennement le Florès), 64 jeunes ont obtenu des services de réadaptation.

Les services spécialisés en déficience physique enfants et adultes (anciennement Le Bouclier) ont reçu 154 enfants qui ont obtenu des services de réadaptation par les intervenants du programme en déficience du langage. ■

ACTUALITÉS

Dans les CHSLD

Des questionnements sur le recours aux agents de sécurité

YVES ROULEAU

yrouleau@infodunord.ca

Une ancienne infirmière auxiliaire ayant œuvré en centre d'hébergement se questionne sur la pratique du CISSS des Laurentides d'avoir recours à l'agence de sécurité Garda, dans ses établissements.

Dans une lettre adressée à L'information du Nord, Nadine Dumas indique: « Par manque d'employés réguliers et à cause du non-remplacement des absents, le CHSLD de Labelle engage l'agence Garda, une agence de sécurité qui n'a aucune compétence de préposé aux bénéficiaires. Entre vous et moi, trouvez-vous cela normal, même si les cadres auraient dû pourvoir au manquement dans une situation d'urgence? », mentionne-t-elle.

Mme Dumas rappelle que les agents de Garda se contentent de surveiller la cloche d'appel et ne peuvent accorder de soin à aucun bénéficiaire. L'ex-infirmière auxiliaire s'interroge sur le jugement des patrons et des syndicats dans le contexte. « Quand on est rendu à appeler Garda pour remplacer des employés qualifiés, on se dit que le système déraile tout simplement », dit-elle.

Pour sa part, le président du Syndicat des travailleuses et travailleurs en santé et services sociaux des Laurentides Dominic Presseault dénonce la situation de pénurie de main-d'œuvre qui force le recours à des agents de sécurité, dans certaines circonstances, en centre d'hébergement.

« Ce n'est certainement pas une situation idéale et on cherche des solutions pour y remédier », a-t-il ajouté. Le président du Syndicat précise que la présence des agents de sécurité est limitée à un rôle de surveillance dans des cas particuliers où il y a prescription des médecins.

POUR SOUTENIR LES ÉQUIPES DE SOIN

À la Direction des affaires corporatives, des affaires juridiques et des communications du CISSS des

Laurentides, on reconnaît la présence de l'agence Garda dans plusieurs de ses établissements « pour accompagner et soutenir les équipes de soins ».

« En aucun cas, des agents ne se substituent aux préposés aux bénéficiaires ou n'interviennent dans les soins et services destinés aux usagers », précise l'agente d'information Bianca Desrosiers. Cette dernière indique que de façon générale, les agents de Garda effectuent une surveillance plus étroite des usagers ayant des problématiques comportementales. On ajoute par ailleurs que les agents « peuvent aussi être appelés en renfort pour pallier un manque de personnel afin d'assurer la sécurité d'un secteur ». Cette pratique permet de libérer le personnel de soins de la tâche de surveillance et ainsi offrir plus de soins et de services aux autres usagers, mentionne-t-on du côté du CISSS des Laurentides.

L'agente d'information souligne que la pratique du recours à l'agence Garda est répandue sur tout le territoire et ne se limite pas au CHSLD de Labelle. 



Le Centre d'hébergement de Labelle est un des établissements du CISSS des Laurentides qui fait appel à des agents de sécurité. (Photo L'information du Nord – Archives)

ACTUALITÉS

Programme Agir tôt

Plus de 3,1 M\$ octroyés dans les Laurentides

**COLLABORATION SPÉCIALE/
KATHLEEN GODMER**
kgodmer@lecourant.ca

Le 26 juillet dernier, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux Lionel Carmant a annoncé l'octroi d'un montant de plus de 3,1 M\$ dans les Laurentides afin de rehausser les équipes d'intervention auprès des jeunes enfants et d'améliorer les services de dépistage dans la région des Laurentides.

C'est dans le cadre de sa tournée aux quatre coins du Québec pour présenter le programme Agir tôt que le ministre a fait l'annonce de l'octroi de 3 146 200\$ dans les Laurentides.

Agir tôt est un engagement phare du gouvernement et des investissements de 48 M\$ ont été annoncés dès 2019-2020 pour son déploiement, investissements qui atteindront progressivement 88 M\$ annuellement d'ici 2023-2024.

Le programme vise à identifier le plus tôt possible les difficultés chez l'enfant, à évaluer son profil de développement, à l'orienter vers le bon service et lui offrir le soutien dont lui et sa famille ont besoin.

DÉPISTAGE PRÉCOCE

« Il est prématuré d'indiquer la façon dont sera distribuée la somme allouée pour le déploiement du programme, précise Bianca Desrosiers, agente d'information au CISSS des Laurentides. Le montant sera toutefois entièrement réparti au sein des équipes du CISSS. Nos équipes travaillent actuellement à déterminer la meilleure répartition possible en fonction des besoins identifiés dans chacun des secteurs. »

Mme Desrosiers précise cependant que le CISSS sait déjà qu'il procédera à l'embauche de

professionnels dans la MRC des Laurentides grâce à cette enveloppe ministérielle, car certains besoins sont plus criants. Les services d'orthophonie, d'éducation spécialisée et de service social offerts sur le territoire seront notamment bonifiés.

Le programme Agir tôt repose sur le rehaussement des équipes d'intervention précoce à l'échelle du Québec et sur le déploiement graduel d'une plateforme informatique à laquelle la population aura accès et qui regroupe des questionnaires de dépistage sur le développement de l'enfant 0-5 ans.

Différentes stratégies pour améliorer le dépistage précoce sont également prévues et mettront à contribution les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux et ceux du réseau des services de garde et de l'éducation. Les familles peuvent aller chercher de l'aide auprès de différents partenaires et avoir accès aux services par diverses portes d'entrée (CPE, infirmières, GMF, optométristes, dentistes, Direction du programme Jeunesse, organismes communautaires).

Avec la collaboration de Maxime Coursol.

OBJECTIF DU PROGRAMME AGIR TÔT

- Une meilleure orientation de l'enfant vers les services requis, grâce à un portrait plus précis de son développement;
- De plus courts délais d'orientation;
- La participation de la famille dès le début du processus;
- La possibilité d'offrir à l'enfant les services de stimulation précoce dont il a besoin avant même la confirmation d'un éventuel diagnostic;

- La possibilité d'élaborer un plan d'intervention précoce et plus précis.

QUELQUES CHIFFRES

- Annuellement, le CISSS reçoit environ 20 références pour la trajectoire diagnostique pour un retard de développement et environ 85 références pour la trajectoire de services en retard du langage.
- En 2018-19, pour les services d'évaluation-intervention pour retard de développement et retard du langage, 17 enfants avec un retard de développement et 108 enfants avec un retard du langage ont bénéficié de l'expertise de l'équipe.

- Les délais pour accéder à ces services sont passés de 36 à 16 mois au courant des deux dernières années.

- Pour les services spécifiques en déficience intellectuelle, troubles du spectre de l'autisme et déficience physique (en CLSC), ce sont 81 jeunes qui ont reçu un suivi par l'équipe d'intervenants du CLSC.

- Pour les services spécialisés en déficience intellectuelle et troubles du spectre de l'autisme enfants et adultes (anciennement Le Florès), 64 jeunes ont obtenu des services de réadaptation.

- Les services spécialisés en déficience physique enfants et adultes (anciennement Le Bouclier) ont reçu 154 enfants qui ont obtenu des services de réadaptation par les intervenants du programme en déficience du langage.



Yves St-Onge, président-directeur général adjoint du CISSS des Laurentides, Yuri Chassin, député de Saint-Jérôme, Lionel Carmant, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Benoît Charette, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et Michel Couture, vice-président du conseil d'administration du CISSS des Laurentides. (Photo gracieuseté)

À LA UNE

Dès le mois de septembre

La radiologie se met en place à Mont-Tremblant

YVES ROULEAU

yrouleau@infordunord.ca

La radiologie est sur le point de faire un retour à Mont-Tremblant, au Centre médical St-Jovite du centre-ville, dès le mois de septembre.

Le docteur Pierre Pilon a indiqué que le GMF détenait le permis pour opérer le service et que des travaux auront lieu pour aménager le Centre médical afin d'accueillir le service. Des radiologistes ont été retenus

afin d'exercer la pratique pour Mont-Tremblant. Ils assureront la radiologie conventionnelle et l'échographie grâce à l'équipement installé sur place.

La Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut s'est pour sa part engagée à trouver 500 000\$ dans la communauté pour défrayer les coûts d'implantation de la radiologie. La Ville de Mont-Tremblant a indiqué qu'elle serait un des donateurs à raison de 1\$ par citoyen, par année. Pour le reste, on n'a toujours pas annoncé de détails de la campagne de financement. « Le retour de la radiologie à Mont-

Tremblant est très souhaitable pour le traitement rapide », a indiqué le docteur Pilon. Ce dernier a expliqué que les patients sont dirigés à Sainte-Agathe actuellement. Il s'écoule donc au moins une journée avant que le médecin traitant ne reçoive le résultat, ce qui retarde tout traitement. Mont-Tremblant avait été pourvu d'un service de radiologie dès 1973, et ce jusqu'en 2011, alors que l'équipement a été détruit dans l'incendie de l'édifice qui abritait le Centre médical St-Jovite. ❷



Le docteur Pierre Pilon. (Photo L'information du Nord – Archives)

Actualité

TOURNÉE AGIR TÔT

Le ministre Carmant annonce l'octroi d'un montant de plus de 3,1 M\$

ACCÈS – Dans le cadre de sa tournée provinciale afin de présenter le programme Agir tôt, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, monsieur Lionel Carmant, a visité la région des Laurentides le 26 juillet.

À cette occasion, il a annoncé l'octroi d'un montant de 3 146 200 \$ afin de rehausser les équipes d'intervention auprès des jeunes enfants présentant un retard de développement, une déficience physique, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme et d'améliorer les services de dépistage dans la région des Laurentides.

Agir tôt est un engagement phare du gouvernement et des investissements de 48 M\$

ont été annoncés dès 2019-2020 pour son déploiement, investissements qui atteindront progressivement 88 M\$ annuellement d'ici 2023-2024.

Agir tôt vise à identifier le plus tôt possible les difficultés chez l'enfant, à évaluer son profil de développement et à l'orienter vers le bon service et, enfin, à lui offrir le soutien dont lui et sa famille ont besoin. « Nos enfants constituent à la fois la plus grande richesse et la relève de notre société : nous



(De gauche à droite) : M. Yves St-Onge, M. Youri Chassin, M. Lionel Carmant, M. Benoit Charrette et M. Michel Couture.

voulons que chacun d'entre eux puisse grandir et évoluer en développant son plein potentiel. Le déploiement d'Agir tôt est un engagement phare de notre gouvernement qui me tient beaucoup à cœur! Il

s'agit d'une formidable initiative qui permettra de rejoindre les familles partout au Québec », a déclaré Lionel Carmant, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux.

Le programme Agir tôt

Ce programme repose sur le rehaussement des équipes d'intervention précoce à l'échelle du Québec et sur le déploiement graduel d'une plateforme informatique à laquelle la population aura accès et qui regroupe des questionnaires de dépistage sur le développement de l'enfant 0-5 ans.

Différentes stratégies pour améliorer le dépistage précoce sont également prévues et mettront à contribution les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux et ceux du réseau des services de garde et de l'éducation.

Agir tôt s'inscrit à l'intérieur d'une initiative gouvernementale concertée regroupant le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Famille et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Actualité

CLINIQUE MÉDICALE DE SAINTE-ADÈLE

Un organisme à but non lucratif assure dorénavant la gestion

ACCÈS – L'organisme *Centre médical des Pays-d'en-Haut* (CMPDH) a été récemment fondé et est composé de trois membres du CA de la Fondation et de partenaires de la région.

La mission du CMPDH est de recruter des médecins et d'améliorer et ajouter des services pour les patients. À noter que la Fondation médicale demeure propriétaire du bâtiment et reste le partenaire financier de première ligne dans l'accomplissement de cette mission.

« Sans notre intervention en septembre 2018, la Clinique médicale allait fermer, privant ainsi la ville la plus peuplée au nord de Saint-Jérôme d'un service essentiel », rappelle Michel Rochon, président de la Fondation.

Depuis cet achat, tous les efforts sont concentrés sur le maintien et l'amélioration des services et la création d'un nouvel organisme de gestion est effectuée en ce sens. « Plusieurs intervenants travaillent main

dans la main et c'est fort positif pour l'avenir », ajoute Monsieur Rochon.

SPÉCIALISTES ET NOUVEAUX SERVICES

En plus de maintenir le service de clinique médicale à Sainte-Adèle ainsi que le recrutement de nouveaux médecins, le CMPDH se donne cinq ans pour doter la ville d'un Centre médical complet comptant plusieurs spécialistes et même un service de radiologie.

Les gens qui désirent soutenir financièrement la Clinique peuvent le faire en faisant un don directement à la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut à l'adresse suivante : www.fondationmedicale.com (Allez dans l'onglet DON et faites votre don en mentionnant dans l'espace dédié à la clinique de Sainte-Adèle).



Le nouvel organisme Centre médical des Pays-d'en-Haut est composé des personnes suivantes : Rangée avant : Nadine Brière, Dre Maryse Tousignant et Me Annie-Claude Ménard. Rangée arrière : Tim Watchorn, Louis-Philippe Kassar, Michel Rochon et Robert Raymond.

Actualité

TOURNÉE AGIR TÔT DANS LES LAURENTIDES

Un coup de main pour des jeunes de la région et leur famille

FRANÇOISE LE GUEN – Dans le cadre de sa tournée aux Québec pour présenter le programme Agir tôt, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, a annoncé l'octroi d'un montant de 3 146 200 \$ afin de rehausser les équipes d'intervention auprès des jeunes enfants présentant un retard de développement, une déficience physique, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme et d'améliorer les services de dépistage dans la région des Laurentides.

Notez qu'Agir tôt vise à identifier le plus tôt possible les difficultés chez l'enfant, à évaluer son profil de développement et à l'orienter vers le bon service et, enfin, à lui offrir le soutien dont lui et sa famille ont besoin. « L'annonce d'aujourd'hui vient donner un coup de main majeur à nos jeunes de la région et à leur famille. Ainsi, nous démontrons notre volonté d'agir pour mieux soutenir les enfants, qui sont ce que nous avons de plus précieux comme société. Je remercie les équipes dévouées qui œuvrent dans la région et qui ont à cœur

d'accompagner les enfants et leurs parents », a déclaré Sylvie D'Amours, ministre responsable de la région des Laurentides.

Le programme Agir tôt repose sur le rehaussement des équipes d'intervention précoce à l'échelle du Québec et sur le déploiement graduel d'une plateforme informatique à laquelle la population aura accès et qui regroupe des questionnaires de dépistage sur le développement de l'enfant 0-5 ans.

L'ouvroir Saint-Sauveur redonne à la communauté

FONDATION L'HÔPITAL RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME —

Chantale Fortin, a reçu au nom de la Fondation la somme de 30 000 \$ des mains de Mme Irène Théroix, présidente de l'Ouvroir Saint-Sauveur, lors d'une visite surprise à leur bureau. L'Ouvroir St-Sauveur est fidèle depuis 2003 et 330 300 \$ au total ont été remis au profit de la santé des Laurentiens.

Chantale Fortin, directrice générale de la Fondation, tient à saluer le travail de toute une équipe de gens engagés pour le bien-être de la communauté sous l'égide de Mme Théroix.

Ces personnes dévouées travaillent jour après jour à donner une seconde vie à des biens de consommation, tels que vêtements, meubles, bibelots et trésors de toutes sortes.

Irène Théroix, présidente de l'Ouvroir Saint-Sauveur, et Chantale Fortin, directrice générale de la Fondation.



Topolocal, site Internet

François Beaulieu: Être une présence rassurante

<https://www.topolocal.ca/2019/08/13/francois-beaulieu-etre-une-presence-rassurante/>

Free employment training in the health and social services

In order to meet its major manpower needs, the Laurentian Integrated Health and Social Services Center (CISSS) has partnered with the Performance Plus Professional Training Center to offer free training leading to a career as a beneficiary attendant or auxiliary to health and social services, directly in Lachute.

A total of 870 hours of training will take place directly at the Argenteuil CHSLD located at the Argenteuil Multiservice Center on rue de la Providence. During the training, students will be able to get a job and join the CISSS des Laurentides care teams to offer quality services to seniors and vulnerable people in our community. "A job in the health and social services network is a very interesting prospect for both young and old who want to reorient their career. A large organization like ours offers all the benefits of working in the public network and opportunities for career progression. These courses are a direct pass for a rewarding, and full of potential job," says the president and CEO of CISSS des Laurentides, Mr. Jean-François Foisy.

For more information on Lachute training, please call 450 566-7587, extension 7650.



Le CISSS des Laurentides se modernise avec la création d'une centrale de rendez-vous régionale pour la vaccination infantile 0-6 ans

Les parents d'enfants âgés de 0 à 6 ans de la région des Laurentides peuvent maintenant bénéficier d'une nouvelle centrale de rendez-vous régionale pour la vaccination infantile. Il est maintenant possible pour eux de prendre un rendez-vous en ligne via le site www.clicsante.ca une plateforme web simple et accessible, et ce, pour l'ensemble du territoire.

Ce virage technologique permet ainsi l'automatisation et la précision de tous les processus de suivis du calendrier de vaccination, et ce, que ce soit en ce qui concerne les confirmations, les rappels ou encore les relances de rendez-vous lesquels pourront se faire par l'envoi d'un courriel ou d'un texto. La prise de rendez-vous téléphonique demeure également active pour la population qui désire en bénéficier auprès de leur CLSC. Par le déploiement de ce projet novateur, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides souhaite augmenter significativement les taux de couverture vaccinale pour les vaccins prescrits entre 0 et 6 ans par la Direction de santé publique.

Cette hausse est devenue prioritaire à la suite de la résurgence de certaines maladies, comme la rougeole, considérée éradiquée par la vaccination jusqu'à récemment. Encore à ce jour, la vaccination demeure le meilleur moyen de protéger les enfants contre différentes maladies. C'est pourquoi il est recommandé de faire vacciner les enfants selon le calendrier de vaccination.



CIME, site Internet

Le retour de la radiologie à Mont-Tremblant

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/241463/le-retour-de-la-radiologie-a-mont-tremblant>

Un cas de rougeole à Rosemère et Laval

<https://www.cime.fm/nouvelles/sante/240061/un-cas-de-rougeole-a-rosemere-et-laval>